

B. Apouey et J. Grenet, deux chercheurs primés à PSE-Ecole d'économie de Paris

Bénédicte Apouey, 29 ans, et Julien Grenet, 30 ans, se sont vus remettre respectivement le prix FEEM de l'European Economic Association (EEA) et celui de l'Association Française de Science Economique (AFSE).

Présentation et interview de ces deux jeunes chercheurs hébergés et formés à PSE-Ecole d'économie de Paris, notamment dans le cadre de leurs thèses doctorales.

Une étude originale récompensée par un prix européen

Chaque année depuis 2004, l'European Economic Association (EEA) doit départager **les travaux de près de 500 jeunes économistes** afin d'attribuer le Young Economist Award. En août 2009, ce prix - désormais prix FEEM car remis conjointement par l'EEA et la Fondazione Eni Enrico Mattei (FEEM) - a été attribué à Bénédicte Apouey, alors doctorante sous la direction de Pierre-Yves Geoffard. **Winning Big but Feeling No Better ? The Effect of Lottery Prizes on Physical and Mental Health** : cette étude, rédigée en collaboration avec Andrew Clark, a séduit, par son originalité et sa hauteur de vue, le jury composé de Bernardo Bortolotti (Université de Turin et directeur du FEEM), Antonio Ciccone (Université de Barcelone et Chaire au sein de l'EEA) et Andrea Prat (London School of Economics and Political Science).



L'interview de Bénédicte Apouey

« Les gagnants à la loterie de sommes conséquentes

consomment davantage de tabac et fréquentent davantage les bars. »

Vous avez étudié pendant des mois l'effet des gains sur les individus... comment avez-vous vécu votre propre remise de prix ?

J'ai été très honorée et fière de recevoir ce prix : c'est très encourageant de voir que le travail effectué avec Andrew Clark est reconnu... et l'ambiance de cette cérémonie, en plein cœur de l'été barcelonais, a été plus qu'agréable !

Pourriez-vous nous en dire plus sur votre travail ?

Cet article se penche sur l'évolution de la santé des gagnants à la loterie en Grande-Bretagne. Nous montrons d'abord que le montant gagné n'a pas d'effet sur la santé générale des individus. Nous soulignons ensuite que cette absence d'impact peut être comprise comme la somme de deux effets qui s'annulent : le montant gagné a un effet positif sur la santé mentale définie comme bien-être psychologique, mais il a un effet négatif sur la santé physique, les gagnants de sommes conséquentes consommant davantage de tabac et fréquentant davantage les bars.

Pourquoi avoir choisi ce thème ?

Il est largement admis que la santé générale et le revenu sont positivement corrélés. Cependant l'interprétation de cette corrélation ne va pas de soi, et l'on peut se demander si elle reflète une causalité allant du revenu vers la santé.

Si c'est le cas, une politique publique affectant le revenu individuel aurait aussi des conséquences en termes de santé.

Afin d'identifier cette relation de cause à effet du point de vue microéconomique, il est nécessaire d'avoir recours à un mouvement exogène de revenu individuel. Dans notre article, ce mouvement exogène est fourni par les gains à la loterie, qui sont par définition non anticipés. Nous retrouvons pour la Grande-Bretagne un résultat récent obtenu pour d'autres pays développés : un choc positif de revenu n'a pas le large effet sur la santé générale que l'on pourrait attendre. Ce résultat laisse penser que dans les pays développés l'amélioration de la santé ne passe pas nécessairement par des politiques de revenu.

Quel chemin avez-vous pris depuis ?

Je suis Assistant Professor à l'University of South Florida depuis juillet de cette année. Je donne un cours en Economie de la santé et parallèlement je travaille sur l'effet du revenu des parents sur la santé des enfants en collaboration avec Pierre-Yves Geoffard. Nous aimerions savoir entre autres si le revenu des parents affecte de façon similaire différentes composantes du bien-être des enfants... une autre manière d'analyser les liens passionnants entre ressources monétaires et santé !

Une thèse d'actualité couronnée par un prix national

Le congrès de l'Association Française de Science Economique (AFSE) décerne une fois par an le prix d'économie qui distingue **une thèse parmi une quarantaine de travaux** ; le jury, composé des membres du comité directeur de l'AFSE, a récompensé cette année Julien Grenet pour son écrit sur un thème d'actualité au cœur de nombreux débats : **Démocratisation scolaire, politiques éducatives et inégalités : une évaluation économique** effectué sous la direction de Thomas Piketty. Par ailleurs, l'AFSE a décerné **une mention spéciale à Camille Landais**, également chercheur à PSE- Ecole d'économie de Paris, pour sa thèse *Essais en économie publique : fiscalité, hauts revenus, familles* effectuée sous la direction de Thomas Piketty.



L'interview de Julien Grenet

« La réforme de la carte scolaire a peu de chances de réduire la ségrégation scolaire si elle ne s'accompagne pas de dispositifs incitant [...] à diversifier le recrutement. »

Comment avez-vous choisi votre thème de thèse – et pourquoi ?

Issu d'un milieu d'instituteurs et de professeurs, j'ai été sensibilisé assez tôt aux questions éducatives, et plus particulièrement aux inégalités socio-économiques comme déterminants de la réussite scolaire. Au cours de mes études, j'ai constaté que les principaux piliers de la démocratisation de l'enseignement (obligation portée à 16 ans depuis 1967, carte scolaire, redoublement et orientation) n'avaient pas fait l'objet d'analyses économiques très poussées. Or, une quantité très importante de données éducatives existaient : mon travail a alors consisté à « faire parler » ces données...

Quels en ont été les principaux enseignements ?

L'augmentation de l'âge de fin d'études minimum ne constitue pas une condition suffisante pour améliorer le destin professionnel des individus quittant l'école précocement ; à partir de 1967, ceux qui ont été contraints de prolonger leurs études n'ont pas connu d'amélioration de leurs salaires ou de leur situation d'emploi. Cet « échec » tient principalement au fait que cette mesure n'a pas permis de réduire la part d'élèves quittant l'école sans qualification.

La deuxième partie de ma thèse, réalisée en collaboration avec Gabrielle Fack, suggère que les solutions aujourd'hui proposées pour réformer le fonctionnement de la carte scolaire (assouplissement de la sectorisation, redécoupage des secteurs, etc.) ont peu de chances de réduire la ségrégation scolaire si elles ne s'accompagnent pas de dispositifs incitant les établissements publics et privés à diversifier leur recrutement social.

Nous confirmons par ailleurs le lien étroit qui unit carte scolaire et prix immobilier : en travaillant à partir de données très riches, nous montrons qu'à Paris le prix du mètre carré augmente en moyenne de 1 à 1,5 % pour chaque point supplémentaire dans la note moyenne obtenue au brevet par les élèves du collège de secteur.

La dernière partie est consacrée à l'étude du handicap scolaire subi par les élèves nés en fin d'année : cet effet est particulièrement marqué en France, amplifié par la pratique massive du redoublement et l'orientation relativement précoce en filière professionnelle, deux spécificités de notre système éducatif. Mes estimations révèlent en effet que les élèves nés en décembre ont deux fois plus de chances de redoubler au cours de leur scolarité que leurs camarades nés en janvier et ont 10 % de chances de plus d'être orientés en lycée professionnel plutôt qu'en lycée général ! Cette orientation différenciée pèse négativement sur leur niveau de qualification et, dans une moindre mesure, sur leur destin professionnel...

Que faites-vous en ce moment ?

J'effectue depuis la rentrée 2009 un séjour postdoctoral de deux ans au Centre for Economic Performance de la London School of Economics, où je travaille avec des chercheurs spécialisés en économie du travail et en économie de l'éducation. Ensuite, j'envisage de rentrer en France où je continuerai à travailler sur ces différents thèmes.

Créée le 21 décembre 2006, **PSE - Ecole d'économie de Paris est une fondation de coopération scientifique** assimilable à une fondation d'utilité publique ; elle s'inscrit dans le cadre de la Loi de programme – RTRA d'avril 2006.

Regroupant près de 150 chercheurs, une centaine de doctorants et 250 étudiants, PSE offre des enseignements d'excellence en masters et doctorats et a pour objectif d'assurer le rayonnement des travaux de ses chercheurs au plan international. Couvrant tous les domaines des sciences économiques, elle s'engage aux côtés des décideurs privés et publics et se place comme haut lieu d'échanges entre chercheurs et praticiens.

Par ailleurs, la fondation accueille le J-PAL, laboratoire de recherche de lutte contre la pauvreté, Microsimula, programme de simulation des politiques fiscales et redistributives et le LEEP, laboratoire en économie expérimentale.

Contact presse : Sylvain Riffé Stern - Tél : 01 43 13 63 54
sylvain.riffe@parisschoolofeconomics.eu

48 bd Jourdan - 75014 Paris
www.parisschoolofeconomics.eu

